

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

YVES BOYER (*)

La plupart des grands dossiers relatifs à la sécurité globale (Corée du Nord, nucléaire iranien, crise larvée dans le Donbass, Syrie, tensions sino-américaines, etc.) continuent à marquer de leur empreinte la scène internationale avec leurs lots d'incertitudes. Au sein du monde occidental, les interrogations ne manquent pas sur l'OTAN, après que le président Macron a déclaré qu'elle était en « état de mort cérébrale », faisant écho aux déclarations du président Trump, au début de son mandat, sur le peu d'estime qu'il portait à l'alliance occidentale. Cette dernière a commémoré son 70^e anniversaire lors d'un sommet tenu à Londres le 5 décembre 2019. Le moins que l'on puisse dire est que l'ambiance n'était pas au beau fixe mais plutôt morose, malgré des discours optimistes.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson, en pleine campagne électorale, a soigneusement évité d'être photographié avec Trump et aucune rencontre bilatérale officielle n'avait été organisée avec le président américain, par crainte que cela n'entrave les chances de son parti lors des élections générales au Royaume-Uni (12 décembre). Trump, mécontent d'un aparté où il aurait été moqué par plusieurs des chefs d'État et de gouvernement participant au sommet, a abrégé son séjour à Londres et annulé une conférence de presse. S'il est réélu en novembre 2020, il pourrait représenter une menace sérieuse pour la perpétuation de l'Alliance atlantique.

En tout état de cause l'érosion de la confiance dans le *leadership* américain au sein de l'OTAN s'accroîtra. Quelques jours avant la tenue du sommet, les États-Unis avaient d'ailleurs annoncé qu'ils réduisaient leur contribution financière aux projets communs de l'OTAN, ce qui place désormais la contribution américaine au même niveau que celle de l'Allemagne. Les responsables de l'OTAN ont eu beau affirmer que cette réduction avait été décidée d'un commun accord, elle s'inscrit dans le contexte de l'ambiguïté que manifeste Donald Trump à propos de l'OTAN. Selon ce dernier les garanties de sécurité des États-Unis aux nations alliées dépendent aussi du niveau de leurs dépenses militaires.

(*) Professeur émérite de l'École polytechnique (France) et directeur scientifique du Forum du futur.

La pression américaine est très forte pour que les alliés haussent le niveau de leurs dépenses et, ce faisant, achètent du matériel militaire américain. De nombreux pays de l'Alliance (Italie, Pologne, Pays-Bas, Norvège, Belgique et Royaume-Uni) ont été ainsi amenés à se procurer des chasseurs-bombardiers F-35, dont différentes instances de contrôle budgétaire et technologique américain (GAO, audit interne de l'*US Air Force*, Commissions des forces armées des deux chambres du Congrès, etc.) s'accordent à considérer qu'il ne répond toujours pas aux attentes par rapport à ses caractéristiques affichées. Les déboires de son système de soutien (*Autonomic Logistics Information System*, ALIS) ont déjà coûté des sommes considérables en pure perte. Ses nombreuses défaillances ont conduit à sa suppression et son remplacement (système *Operational Data Integrated Network*, ODIN). Le coût d'heure de vol est si prohibitif qu'il risque d'amputer une partie des crédits réservés à cet usage dans les armées de l'air dotées du F-35.

Les signes de discordance entre les deux rives de l'Atlantique prennent une physionomie tout azimut et sont avant-coureurs de tiraillements au sein de l'Alliance, laquelle pourrait être victime d'enjeux collatéraux. C'est notamment le cas avec la France (taxation annoncée des GAFAs) et de l'Allemagne à propos de l'importation de gaz russe, avec l'achèvement du gazoduc *North Stream 2* malgré les sanctions américaines. Après que les services américains ont tué le général iranien Soleimani dans une attaque de drone, le 3 janvier, l'une des premières réponses diplomatiques a été une invitation de Vladimir Poutine à Angela Merkel de se rendre à Moscou. Lorsque le président russe et la chancelière allemande se sont rencontrés, l'Iran n'était pas le seul sujet de discussion : ils ont trouvé un terrain d'entente sur d'autres questions, notamment le gazoduc *Nord Stream 2* destiné à acheminer le gaz russe vers l'Allemagne en doublant le réseau existant.

Autre signe d'inquiétude pour l'OTAN : l'attitude du Royaume-Uni après le Brexit. Ben Wallace, ministre de la Défense, a confirmé que les forces armées britanniques étaient confrontées à une crise de financement qui menace de créer un déficit dangereux dans le budget de son ministère pour l'année prochaine (1 milliard de livres pour le prochain exercice financier). Une revue de la stratégie britannique a été lancée. Elle devrait représenter l'examen le plus approfondi de la politique de sécurité, de défense et étrangère de la Grande-Bretagne depuis la Guerre froide. La SDSR (*Strategic Defence and Security Review*) 2015 n'avait pas été correctement financée et la leçon a été retenue pour présider à la rédaction de la SDSR 2020. L'examen du budget de la défense se fera sous la supervision de Dominic Cummings, conseiller spécial du Premier ministre. Les deux nouveaux porte-avions de la *Royal Navy* seront placés sur le gril. Un commentateur respecté des affaires de défense britannique, sir Max Hastings, ancien éditeur en chef du *Daily Telegraph*, a déclaré à leur sujet qu'ils étaient « les symboles de nos illusions nationales. Ils représentent un

fardeau énorme pour la Marine royale et les forces armées [...] Ils reflètent le péché capital de la Grande-Bretagne – un sens exagéré de l'importance de soi ». De son côté, Dominic Cummings a également vivement critiqué l'acquisition des deux porte-avions (pour un montant de 6,2 milliards de livres), qualifiée de « farce ». Le contexte de la SDSR 2020 est aussi celui d'une évolution de l'attitude britannique. Pour la première fois depuis des décennies, un dirigeant britannique, le secrétaire à la Défense, Ben Wallace, a déclaré que la Grande-Bretagne devait être prête à mener de futures guerres sans les États-Unis en tant que principal allié. Selon Ben Wallace, les hypothèses de 2010 selon lesquelles la Grande-Bretagne « ferait toujours partie d'une coalition américaine ne sont pas celles que nous allons adopter ». Le Royaume-Uni mesure sa dépendance vis-à-vis des États-Unis (couverture aérienne, renseignement, surveillance et reconnaissance). Elle envisage désormais de diversifier ses moyens. Les signaux faibles que révèlent ces différents événements montrent qu'insensiblement les liens transatlantiques se distendent. Ils ne rompent pas mais ils perdent petit à petit le caractère central qu'ils avaient à Washington et dans les capitales européennes.